



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mardi 12 juillet 2022



Finances publiques : Vers une nouvelle ère

«Le 1er janvier 2023 sera certainement une date mémorable pour les finances publiques algériennes dont les règles du jeu seront radicalement transformées, non seulement en matière budgétaire mais également dans le domaine comptable», affirme Nabil Cheurfa de l'Université de Paris 1. Cette «double transformation institutionnelle simultanée, à nulle autre pareille, inscrira indéniablement l'Algérie dans le club très restreint des pays adoptant un budget axé sur les résultats appuyés par un système comptable en droits constatés avec au surplus une certification des comptes de l'Etat par un auditeur externe, en l'occurrence la Cour des comptes, comme le ferait un commissaire aux comptes à l'égard d'une entreprise du secteur privé».



Code d'investissement, réformes économique et perspectives de développement : «L'Algérie sur la bonne voie et dans une bonne dynamique»

«Il faut que l'Algérien sache que nous sommes entrain d'avancer sereinement et sûrement. Et ceux qui disent que le tableau est totalement noir ont tous faux. L'Algérie est sur la bonne voie et dans une bonne dynamique « a t-il affirmé en ajoutant que «les Algériens vont construire et édifier un état moderne à travers un modèle économique et social performant et efficace».



Développement des zones frontalières : Un impact certain sur les populations locales et les échanges économiques

Conscient de cette donne, le gouvernement ne cesse de consentir des efforts pour faire de ces régions de véritables plateformes d'échanges commerciaux avec les pays voisins, en y inscrivant d'importants programmes de développement ; un nouveau rôle qui leur a été attribué dans le Plan d'action du gouvernement qui veut que ces régions soient en mesure de contribuer au projet d'édification et de consolidation de l'Algérie nouvelle, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



Editorial : Vaincre la dépendance

Jamais la question de la sécurité alimentaire ne s'est posée avec autant d'acuité dans un contexte mondial traversé par des crises multiformes : politique, économique, climatique... L'on voit ressurgir ainsi d'antiques calamités dont on avait la claire conviction qu'elles avaient été définitivement éradiquées. Pour de nombreux pays, parmi les moins nantis, sortir de la spirale infernale de l'insécurité alimentaire et se défaire de la logique du « bâton et de la carotte » que leur imposent les pays développés est devenu une priorité.



Les travailleurs d'El Watan en grève

Les travailleurs de la SPA El Watan, sous l'égide de leur syndicat UGTA, ont décidé d'opérer un mouvement de grève à partir de demain, et ce, pour deux jours afin de protester contre le non paiement de leurs salaires durant quatre mois. Pour les 150 journalistes et employés, la situation sociale est devenue critique et a dépassé le seuil de tolérance, d'autant que les horizons sont bouchés pour espérer une issue à l'étranglement financier que subit la société. Leur mouvement de grève se veut comme un appel pour trouver rapidement une solution. Le courage et l'abnégation des travailleurs d'El Watan est à saluer.

Cependant, la non-parution du journal pendant ces deux jours sera pénalisante pour nos lecteurs. **La direction générale s'attelle depuis plusieurs mois à trouver des solutions avec l'administration fiscale et la banque principale de la SPA, le Crédit populaire d'Algérie (CPA), qui lui ont bloqué tous les comptes financiers.** Les nombreux appels en direction des pouvoirs publics sont restés vains. Seule une issue rapide mettra un terme aux souffrances des travailleurs et rétablira la gestion d'El Watan dans son fonctionnement normal.

El Watan, premier tirage national, ne bénéficie pas de la publicité de l'ANEP, le contrat avec celle-ci ayant été rompu unilatéralement. La direction d'El Watan s'excuse auprès de ses lecteurs et de ses annonceurs de ce que leur quotidien ne puisse être présent durant deux jours au niveau des kiosques, comme il est d'usage depuis 32 ans, et prend acte de ce mouvement social. La direction continuera de tenter d'user de tous les moyens pour pérenniser un journal qui a vécu tant de souffrances et a rapporté en toute objectivité et conscience l'actualité nationale et le vécu des Algériens tel qu'il l'a fait au cours de ces trente dernières années.



ILS DEMANDENT LA REVALORISATION DE LEURS PENSIONS : Les retraités montent au créneau

La revalorisation de la pension de retraite de l'année 2021-2022 «est très loin des attentes des retraités et encore plus loin des réalités sociales et économiques», a déploré le bureau national de l'Organisation syndicale des retraités algériens (OSRA).

«Intervenant à l'occasion d'une rencontre entre la Banque d'Algérie et les banques et établissements financiers du pays, le gouverneur de la Banque d'Algérie a affirmé que le taux d'inflation établi en octobre dernier était de 9,2%, soit une hausse de 6 points en une année. Le nouveau chiffre communiqué par le directeur de la BA vient un peu confirmer une réalité constatée par les Algériens depuis le début de l'année, celle-ci a été marquée par une majoration des prix de plusieurs produits de consommation dépassant parfois les 100%», a souligné le syndicat des retraités dans un communiqué.

Pour OSRA, «la réalité est que le pouvoir d'achat de l'Algérien en général et du retraité en particulier a chuté dangereusement et que la revalorisation annuelle, prévue par la loi n°99-03 du 22 mars 1999 modifiant et complétant la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, annoncée et appliquée, ne couvre même pas une infime partie de ce que les retraités ont perdu», a-t-il ajouté, relevant que la suppression de l'IRG pour les pensions de retraite servies par la CNR «sera insuffisante» pour rattraper le pouvoir d'achat du retraité.

«Pour éviter une baisse des pensions par le franchissement d'un seuil provoquant l'augmentation des salaires, nous demandons en parallèle l'augmentation des taux des pensions de retraite équivalents à ceux des salaires de l'année 2022 avec effet rétroactif, suivant chaque catégorie, et l'application d'une revalorisation au moins équivalente au taux d'inflation au 1er mai 2022, estimée à 10%», lit-on dans le communiqué de l'OSRA.

L'Organisation réclame la délivrance de son récépissé d'enregistrement et le rappel de l'application des orientations du président de la République sur la loi du travail et de la Constitution, **l'abrogation de l'IRG pour les pensions de retraite versées par la CNR**, l'augmentation des taux des pensions de retraite équivalents à ceux des salaires observés cette année 2022 avec effet rétroactif, suivant chaque catégorie.

Le syndicat des retraités exige aussi la revalorisation au moins équivalente au taux d'inflation au 1er mai 2022, estimée à 10%, la revalorisation des recouvrements des frais de santé à 100% pour tous les retraités et la revalorisation de toutes les allocations aujourd'hui insuffisantes et la protection du pouvoir d'achat du retraité par une loi d'indexation des augmentations de salaires à ceux des pensions de retraite en dehors de la loi 99-03 du 22 mars 1999 pour limiter les écarts entre les pensionnés et les travailleurs actifs. L'OSRA recommande en outre l'abrogation de l'article 02 de la 90-14 qui bloque le champ syndical et limite la liberté de création de syndicat, comme le prévoit la Constitution.



CÉLÉBRATION DU 60e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE Le CREAD propose un retour sur l'histoire socioéconomique du pays

Les auteurs du numéro spécial du CREAD ont expliqué que l'Algérie a fait différents choix d'approche de développement économique visant à mieux la positionner dans l'économie mondiale et régionale.

A l'occasion du soixantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD) a réalisé un numéro spécial. Ce cahier se propose de revenir sur le passé récent de l'histoire économique et sociale de l'Algérie, d'en tirer les enseignements et surtout de contribuer à la réflexion prospective quant aux approches à envisager pour faire face aux défis majeurs et enjeux géopolitiques, économiques, sociaux, technologiques et environnementaux auxquels fait face notre pays.

Dans leur introduction, les auteurs de ce numéro spécial ont expliqué que l'Algérie a fait, depuis l'indépendance du pays, différents choix d'approche de développement économique visant à mieux la positionner dans l'économie mondiale et régionale. Cela s'est traduit par de multiples réformes structurelles et des programmes d'action et d'investissement, qui ont concerné l'ensemble des secteurs économiques. Toutefois, les ressources générées par les exportations d'hydrocarbures, source quasi-exclusive des revenus extérieurs de l'Algérie, ont constitué le pilier de la politique économique et sociale. Aujourd'hui, selon le CREAD, l'Algérie doit repenser le modèle de développement économique et social au-delà des hydrocarbures pour une croissance économique durable, notamment après la crise économique de 2014, accentuée par la crise sanitaire de la Covid-19.

«Le progrès d'une nation se mesure certes par son niveau de croissance, mais aussi par le recul des inégalités sociales au sein de sa population. Or l'Algérie, note le document, a préservé son caractère social depuis l'indépendance, néanmoins la persistance des inégalités sociales, la problématique de la rationalisation des dépenses publiques et le ciblage des aides représentent toujours les entraves d'une politique sociale équitable.»

Dans ce numéro, étalé sur sept axes, un chapitre a été consacré aux réformes macro-structurelles et diversification économique. Selon son auteur, la diversification vise principalement la réduction de la dépendance aux hydrocarbures, le renforcement de la résilience de l'économie et du rôle du secteur privé, et la multiplication des produits exportés et des partenaires commerciaux.

ÉCONOMIE RENTIÈRE

L'analyse des politiques économiques en Algérie a été toujours encadrée par le caractère rentier de cette économie, et les répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19 viennent multiplier l'appel des économistes et des experts à se lancer dans des réformes structurelles. Ces réformes restent essentielles pour rétablir la stabilité macroéconomique, soutenir la croissance économique et diversifier l'économie nationale.

D'aucuns rappellent qu'une économie très dépendante aux hydrocarbures reste très vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole. Cette situation nécessite, ainsi, l'engagement de transformations structurelles pour l'économie algérienne. Deux articles, sélectionnés dans ce numéro spécial, évoquent la problématique liée à l'intégration économique de l'Algérie et l'investissement privé. Le premier article aborde la question de la rente pétrolière et son impact sur l'intégration régionale de l'Algérie et sur son potentiel du commerce avec les pays africains. Un autre article traite l'historique de l'évolution de l'investissement privé en Algérie depuis l'indépendance du point de vue juridique.

D'autres chapitres intéressants abordent la gouvernance, la politique publique et les politiques sociales et la réduction des inégalités économiques, sociales et spatiales. Les inégalités des salaires, comme forme marquante des inégalités économiques, est également étudiée dans ce numéro spécial.

Il y est expliqué, dans la partie consacrée à l'économie de la connaissance et développement économique, que l'université et le capital humain sont le premier levier du développement économique et social. Mais après 60 ans d'indépendance, l'université se retrouve en face de plusieurs obstacles qui entravent son implication réelle dans la société et le développement de l'économie.



DANS UNE ÉTUDE SUR LA PROSPECTIVE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : Appel à de nouvelles approches dans la conception et la conduite de l'action publique

Dans un article publié dans un numéro spécial des Cahiers du CREAD à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance, un groupe de chercheurs s'est penché sur les nouvelles orientations des politiques de soutien des systèmes productifs agricole et halieutique. L'étude, intitulée «Les politiques de soutien à l'agriculture et la pêche en Algérie –

Une prospective stratégique vers la sécurité alimentaire durable 2035», a ciblé deux secteurs déterminants de la sécurité alimentaire en Algérie, à savoir l'agriculture et la pêche.

Et ce, à travers une analyse en prospective stratégique à 2035 identifiant ces orientations à l'ère des bouleversements à l'échelle mondiale et des menaces récurrentes sur la sécurité alimentaire, comme c'est le cas actuellement avec le conflit russo-ukrainien. Pour les signataires de l'étude, au nombre de six, dont l'ancien ministre de l'Agriculture et de la Pêche, le défunt Sid Ahmed Ferroukhi, il est nécessaire de préparer l'Algérie à faire face aux enjeux du «temps long et court» ; d'agir maintenant et d'aller plus loin «qu'en lieu et place» d'ajustements à la marge.

Ils estiment que ces nouvelles politiques doivent accompagner «un double changement de paradigme». C'est-à-dire celui du modèle alimentaire et des systèmes productifs agricole et halieutique. «La mise en place d'une politique transversale de la sécurité alimentaire en Algérie apparaît alors comme indispensable pour promouvoir et réussir cette nouvelle dynamique», appellent les six chercheurs. Pour ces derniers, la pandémie de Covid-19 et plus récemment la crise ukrainienne ont remis à l'ordre du jour, de l'agenda international, la problématique de la sécurité alimentaire et de sa résilience aux chocs systémiques. Ces crises ont en effet renforcé le principe de disposer, pour chaque pays, d'une souveraineté sanitaire «a minima». Deux leçons globales sont à retenir, particulièrement pour les pays en développement, celles d'une nécessaire double «démondialisation» de leurs systèmes alimentaires (souverainisme alimentaire) et de leurs systèmes de santé, expliquent à ce sujet les rédacteurs de l'étude.

L'Algérie devrait justement, selon la même source, miser sur la prospective stratégique de sécurité alimentaire pour éclairer et orienter l'action des acteurs des politiques agricoles et de la pêche. Il s'agit d'aller vers une meilleure connaissance des tendances lourdes du passé récent et la prise en compte des enjeux de l'avenir. L'objectif étant d'assurer l'efficacité et l'efficience des politiques publiques de la pêche et de l'agriculture qui dépendent justement, selon les rédacteurs de l'étude, du rapport de confiance existant et de sa permanence entre les pouvoirs publics et les acteurs que de la technicité du processus.

«Ces politiques obéissent, aussi, au jeu de pouvoirs et enjeux entre les différents acteurs de la chaîne d'intervenants influents sur la sécurité alimentaire», précise encore l'étude, rappelant dans ce sillage que «les politiques sectorielles partielles et segmentées construites, sous la seule impulsion de l'Etat, sont dépassées et demandent des efforts et des coûts de coordination sans commune mesure avec leurs effets réels». Et c'est le cas depuis de nombreuses années avec ce qui s'est fait dans le cadre des différents programmes sectoriels de développement. Les politiques ont été souvent faites et arrêtées sans concertation avec les acteurs du terrain.

D'où les maigres résultats. D'où aussi la nécessité de mettre en œuvre de «nouvelles approches» en matière de conception et de conduite de «l'action publique» dans les secteurs de la sécurité alimentaire. «De nouvelles politiques publiques doivent émerger de caractère plus transversal, participatif, inclusif et favorisant l'innovation et la mise en valeur de nouvelles ressources pour l'alimentation et les autres utilisations», souligne l'étude.

Et de conclure : «Les clés de réussite de cette démarche collective de changement sont certainement dans la conscience et la confiance dans cette vision partagée du futur avec les acteurs, constamment renouvelée à l'épreuve des réalités et des évaluations objectives sur le terrain.»



[Pression fiscale sur l'entreprise : Les patrons algériens lancent un SOS](#)

«Alors que nous nous relevons à peine des effets de la crise sanitaire, les pressions fiscales et bancaires sur l'entreprise demeurent trop fortes.» Les entreprises suffoquent sous le poids de l'impôt. Les mois de juin et juillet ont été particulièrement «chauds» pour les producteurs algériens qui se relèvent à peine de l'épisode Covid-19. C'est là le constat fait par le président de la Confédération algérienne des industriels et producteurs algériens (Cipa), Abdelwahab Ziani, qui lance un cri de détresse et qui en appelle à la clémence fiscale.



[Exportations hors hydrocarbures : Les grands satisfaits de Rezig](#)

«L'année 2022 se veut une année économique par excellence, notamment après l'adoption de la loi régissant les zones franches par les deux chambres du Parlement.» «Le nombre des Sociétés nationales exportatrices a connu une hausse considérable cette année en avoisinant près de 2000 entreprises à l'heure actuelle, contre 800 en 2021. Cette courbe ascendante des sociétés exportatrices se poursuivra, notamment avec la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) dont l'accord est entré en vigueur le 1er juillet». C'est ce qu'a déclaré le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig en marge de l'inauguration de l'Exposition des doyennes des entreprises algériennes.



[Vers la création d'une plateforme de coordination entre les entreprises et les institutions financières](#)

Le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA), Abdelouahab Ziani, annoncé qu'une proposition pour la création d'une plateforme de discussion entre les entreprises et les institutions financières, sera faite par la CIPA, lors de la réunion de la coordination nationale du patronat (CNP), qui se tiendra la semaine prochaine, rapporte la Radio nationale.



Algérie : voici les bénéfices générés dans les assurances

Nous vous invitons, à travers les lignes qui suivent, à découvrir le chiffre d'affaires et l'ensemble des bénéfices financiers réalisés dans le secteur des assurances au cours de l'année 2021 en Algérie. Rendez-vous vite ci-dessous.

La prestation des services financiers constitue un secteur actif, varié et en plein développement dans le paysage économique mondial et, plus particulièrement, au sein de l'économie algérienne. Un domaine qui continue d'enregistrer de profonds progrès dus à l'évolution rapide des nouvelles technologies. En témoignent les volumes des derniers bénéfices accomplis par les entreprises d'Algérie spécialisées dans les assurances.

Le marché algérien des assurances a réussi à atteindre une hausse significative du bénéfice net au cours de l'année 2021. Une tendance positive qui reflète le contexte actuel de l'économie nationale, caractérisé par la hausse des cours internationaux du pétrole notamment et, par suite logique, des budgets et soldes extérieurs importants.

C'est en effet ce qu'a annoncé la Compagnie centrale de réassurance (CCR). Elle s'est manifestée via un communiqué relayé par le quotidien généraliste arabophone Ennahar. Nous reprenons pour vous ses grandes lignes dans la suite de cette édition du lundi 11 juillet 2022.



أسعار "مرتبكة" وخبراء يستشرفون السوق والميزانية: ثلاثة سيناريوهات تنتظر سوق النفط خلال

2022

يرسم خبراء الطاقة 3 سيناريوهات تحيط بسوق النفط خلال سنتي 2022 و2023 يتم على أساسها إعداد ميزانية السنة المقبلة، وربما قانون المالية التكميلي للسنة الجارية المتواجد حاليا على طاولة الحكومة قيد التنقيح. وبين المتفائلين الذين يتوقعون بلوغ سعر البرميل 150 دولار في حال استمرار حدة الحرب الروسية الأوكرانية والمتشائمين المتحدثين عن تراجع مستوى النمو العالمي وانخفاض سعر البرميل إلى 65 دولارا، يتجه سيناريو ثالث للقول إن سعر البرميل سينأرجح بين 100 و115 دولار إلى غاية نهاية السنة الجارية، وهو السيناريو الأقرب للواقع وفق الخبراء، مؤكدين أن تحقيق ربحية الجزائر، كدولة مصدرة، يتعزز ببيع برميل النفط بأزيد من 75 دولارا.



الأورو ينخفض لأدنى مستوى منذ 20 عاما

إنخفض سعر الأورو اليوم الإثنين إلى مستوى قياسي جديد لم يبلغه منذ 20 عاما أمام الدولار. وهبط الأورو 1.29 بالمئة إلى 1.0056 مقابل الدولار، وهو أضعف مستوى له منذ ديسمبر الأول 2002. وارتفع الدولار واحدا بالمئة أمام سلة من العملة الرئيسية ليصل مؤشره إلى 108.14، وهو أقوى مستوى له منذ أكتوبر 200.

MARCHÉ PÉTROLIER

Le prix du baril tient bon

Le prix du baril de Brent est passé sous la barre des 100 dollars la semaine dernière. Mais, il n'y avait pas de quoi s'alarmer, rassuraient des analystes avertis. La remontée des prix, selon ces derniers, était facile à prévoir «malgré l'incertitude notoire des marchés pétroliers».

Les prix des deux barils de pétrole de référence ont bien rebondi après les plongées de mardi et mercredi derniers, reléguant la séquence de la baisse que le marché a subie à une «correction». La raison pour laquelle il était facile de prévoir la remontée des prix, comme l'affirmait une chroniqueuse sur Oil Price, un site américain spécialisé des questions du pétrole et de l'énergie, ce sont les fondamentaux du marché : l'offre et la demande de pétrole et à un degré moindre les stocks. «Quoi qu'il arrive sur le marché spéculatif, on ne peut ignorer le fait que l'offre mondiale de pétrole est tendue alors que la demande est bien vivante et continue d'augmenter», a affirmé la même chroniqueuse, Irina Slav pour ne pas la nommer. En effet, explique-t-elle, les fondamentaux expliquent pourquoi le pétrole était en hausse un jour après la baisse. Comme tout le monde l'a relevé, la demande de pétrole augmente mais sans doute pas dans des proportions aussi importantes attendues, mais en parallèle, l'offre est loin, elle également, d'être en plein boom. La hanse de la récession est avérée, mais ce n'est pas pour autant que les fondamentaux des marchés des matières premières, pétrole et gaz d'abord, ont changé, selon les constats des analystes des marchés de tous bords.

Le grand problème du marché du pétrole, et il a cours depuis des mois maintenant, c'est celui de l'offre. Il s'est encore révélé dans toute sa «splendeur» ces dernières semaines, tel que le reflète l'enquête publiée vendredi dernier par Argus, fournisseur international de données sur les indices et les prix de l'énergie. «La production de brut de l'Opep+ a augmenté au rythme le plus rapide en près de deux ans le mois dernier (en juin) alors que la production russe a rebondi, mais le groupe était toujours bien en deçà de l'objectif», atteste le cabinet international. En effet, selon les informations exclusives révélées par ce dernier, la pro-

duction des 18 participants à l'accord Opep+ a augmenté de 730 000 bbl pour atteindre 38,25 millions de bbl en juin. Ce qui correspond à plus de 2,5 millions de bbl en dessous de l'objectif de l'alliance pour le mois dernier. Le plus grand producteur non-Opep et membre de l'Alliance Opep+ en juin a été la Russie, où «la production a augmenté de plus de 550 000 bbl, l'augmentation des opérations de raffinage domestique compensant une baisse des exportations maritimes», révèle Argus qui ajoute que les deux autres parmi les plus grands producteurs de l'Opep, l'Arabie Saoudite et l'Irak, ont également fortement augmenté leur pro-

duction, la consommation directe de pétrole brut dans les centrales électriques ayant augmenté en raison de la demande saisonnière croissante de climatisation au moment où les exportations de brut irakien ont augmenté de 124 000 bbl à 3,76 millions de bbl en juin. Des pays membres de l'Opep, par contre, le Nigeria a continué à connaître de graves problèmes de production, celle-ci a chuté à un creux de 17 mois en juin et ses exportations s'en sont nettement ressenties sur le marché. En fait, selon les résultats d'une autre enquête, de Reuters celle-ci, le Nigeria a été «le principal moteur de la baisse de la production de l'ensemble des 13 membres de l'Opep en juin». Le Nigeria, mais aussi la Libye, secouée par ses troubles politiques quasi cycliques ayant entravé l'activité de la compagnie pétrolière locale, la NOC.



Photo: AFP

Alors, tel qu'elle le dit la spécialiste dans sa chronique sur Oil Price, comme une sentence, il n'est pas étonnant, alors, que Goldman Sachs affirme que le pétrole pourrait atteindre 140 dollars le baril cet été, même avec toutes les craintes de récession

qui tourbillonnent sur le marché et qui, hier par exemple, jusqu'à la mi-journée, le prix du baril de Brent comme celui du TWT accusaient une baisse pour la séance de reprise du marché.

Azoline Maktour

ABDELOUAHAB ZIANI, PRÉSIDENT DE LA CIPA :

«La banque se doit de soutenir les entreprises en difficulté»

Plus de deux ans après, les préjudices entraînés par la crise sanitaire pèsent toujours lourd sur les entreprises nationales. Le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA) Abdelouahab Ziani déplore dans ce contexte les pressions fiscales et bancaires qui étouffent les PME, notamment ces deux derniers mois. Il estime urgent que les banques aillent vers un rééchelonnement de paiement des redevances des entreprises.

Massiva Zehraoui - Alger (Le Soir) - Abdelouahab Ziani, qui intervenait hier lundi, à la Radio Chaîne 3, soutient qu'au moment où les entreprises commencent enfin à reprendre leur souffle, elles se voient confrontées à des pressions d'ordre fiscal et bancaire. Pour relancer l'économie nationale, il estime qu'il « faut injecter de l'argent de la part des banques, tout comme il va falloir accompagner nos industriels à reprendre leurs activités ». Pour lui, les banques doivent être le soutien des entreprises. Il juge d'ailleurs que cet accompagnement sera bénéfique pour toutes les parties, à commencer par les banques, puisque « cela est l'une

des bases de tout investissement gagnant-gagnant ». Il rappelle, dans ce sillage, que l'entreprise est un patrimoine de l'Algérie et qu'elle contribue à injecter de l'argent au Trésor public. « Il est donc naturel de l'accompagner et de la soutenir. D'autant plus que des instructions claires ont été données par le président de la République dans ce sens », précise-t-il.

Abdelouahab Ziani ajoutera que « les entreprises sont là et elles ont atteint des tailles importantes. Elles peuvent satisfaire le marché national ». Aujourd'hui, elles ont besoin de recruter, et de reconquérir ce marché en sachant que l'Algérie est dans une logique protectionniste à cet égard.

Le président de la CIPA appelle à l'allègement des contraintes fiscales en ayant une vision sur dix ans, comme le font la plupart des pays du monde. Le rééchelonnement des redevances des entreprises aux banques et aux services fiscaux est une nécessité, d'après lui. Cela permettra, d'une part, de relancer les activités des industriels et, d'autre part, gagner en stabilité pour le pays.

Abdelouahab Ziani a fait part, au passage, de l'intention de la Coordination nationale du patronat (CNP) de proposer la création d'une plateforme de discussions entre les entreprises et les institutions financières. « Le but est de contribuer à accélérer les démarches administratives souvent fastidieuses pour les entreprises », a-t-il expliqué. D'ailleurs, une

réunion se tiendra à cet effet la semaine prochaine, entre les membres de la Coordination nationale du patronat (CNP).

Évoquant l'amélioration du climat des affaires, Abdelouahab Ziani pointe du doigt certains freins qui entravent la relance économique, dont l'obstacle majeur demeure « la bureaucratie ».

Pour le président de la CIPA, « l'État doit mettre en œuvre davantage de moyens pour lutter contre ce phénomène qui freine le développement ». La digitalisation représente pour l'intervenant une réelle alternative pour éradiquer toute forme de bureaucratie. « La digitalisation nous aidera à mettre en transparence tout ce qui existe. »

Abdelouahab Ziani a, par ailleurs, soutenu qu'il subsiste des lois qui bloquent l'industrie algérienne et la construction et la rapidité. C'est pourquoi « il va falloir mettre des dates limites de réponse dans chaque chose », souligne-t-il.

Le patron de la CIPA plaide encore pour l'allègement de l'impôt pour les entreprises. Il fait état des nombreuses plaintes des opérateurs économiques en lien avec les taxes et les impôts qu'on leur impose. « J'ai vu l'évolution fiscale et les réformes qui vont avec dans notre pays, mais il est évident qu'il va falloir faire plus pour alléger cette pression constante pour les entreprises », préconise-t-il.

M. Z.



رصيد المعاملات الجارية سيكون إيجابيا، مبتول:

إصلاح النظام المالي أولوية لإنعاش الاستثمار

بحسب صندوق النقد الدولي عرفت الجزائر نموا سلبيا بمعدل 5% في 2020 ومعدلا إيجابيا بـ4% في 2021، مع آفاق نمو للسنة الجارية تمت مراجعته إلى معدل 2,4% بدل 1,9% المتوقعة سابقا، وفقا لما أورده الخبير عبد الرحمان مبتول في تصريح لـ «الشعب».

التحكم في الفضاء الموازي الذي يمثل، وفقا لما سبق أن صرح به الرئيس تبون، بين 6 و10 آلاف مليار دينار، ما يعادل 30 إلى 45% من الناتج الداخلي الخام، مسجلا إشكالية منظومة الإحصاء، ليؤكد أن الجزائر تتوفر على هوامش للمناورة، مرتكزا على مؤشرات منها توقع إيرادات سوناطراك إلى غاية نهاية العام الجاري بحوالي 58 مليار دولار.

في ضوء قراءة تلك المؤشرات، يضيف الخبير مبتول، فإن إصلاحات ينبغي القيام بها لإنعاش الاقتصاد خلال الفترة 2022 / 2025، تشمل مراجعة السياسة الاقتصادية والاجتماعية. وخارجيا، طلب الجزائر مراجعة بعض بنود اتفاقية الشراكة مع الاتحاد الأوروبي، مبرزا أهمية مواصلة مكافحة البيروقراطية واعتماد الرقمنة وإعادة تنظيم العمل النقابي والجمعي والمدالة والمقار الفلاحي والصناعي وإرساء نموذج للاستهلاك الطاقوي وإصلاح النظام المالي الذي يمثل أولوية لإنعاش الاستثمار الوطني العمومي والخاصة والأجنبي، ليخلص إلى أن الجزائر معترف بها كطرف استقرار في منطقتي المتوسط وإفريقيا.

من 51 مليون نسمة آفاق 2030، ما يستوجب إنشاء أكثر من 350 ألف منصب عمل سنويا، إضافة إلى البطالة (يقدر معدلها في 2021 بـ14% من عدد السكان الناشطين ويتراجع إلى 11,1% في 2022 و9,8% في 2023)، ما يتطلب إنجاز معدل نمو على عدة سنوات بين 8 و9% للتخفيف من التوترات الاجتماعية.

للاشارة، يوضح الخبير، تشمل هذه المعطيات الشغل في السوق الموازية والأعمال غير الإنتاجية والفائض من العمال في الإدارات.

ويعد أن رصد مؤشرات التضخم وأن المدخلات في نشاط المؤسسات الخاصة والعمومية تكاد تكون كلها مستوردة، أشار إلى أن المؤسسة لا يمكنها تجاوز هذا الظرف إلا عن طريق تحسين الإنتاجية، داعيا إلى رفع معدل الفائدة بالبنوك، خاصة العمومية التي تحوز على أكثر من 85% من القروض الممنوحة لتفادي خطر الإفلاس وإعادة الرسملة، كما في الماضي، عبر إيرادات المحروقات.

وتوقف الخبير عند سياسة الدعم، موضحا أن نجاح الدعم الموجه يفترض

سعيد. ب

أكد الخبير عبد الرحمان مبتول، أن رصيد المعاملات الجارية للجزائر سيكون إيجابيا، لأول مرة منذ سنوات، ليكون في حدود 2,9% من الناتج الداخلي الخام و-2% في 2023. ويمثل رصيد المعاملات الجاري -2,8% في 2021، بينما تقرير الأمامي توقع معدل -7,6% من الناتج الداخلي الخام. وقد حدد قانون المالية 2022 السعر المرجعي للنفط بـ45 دولارا للبرميل للعام الجاري وتوقع موارد المحروقات بـ27,9 مليار دولار، يمكن أن تتضاعف، بالنظر للظرف الدولي الراهن.

وأضاف مبتول، أن عجز الميزانية، بحسب قانون المالية 2022، يمثل، مقارنة بالناتج الداخلي الخام -1,18% العام الجاري، مقابل -7,12% توقعات اختتام سنة 2021. يبلغ حوالي 30 مليار دولار خلال فترة إعداد قانون المالية.

غير أن التشخيص يحيل إلى معدل نمو ضعيف مع ضغوطات النمو الديمغرافي الذي ارتفع من 30,87 مليون نسمة في سنة 2000 إلى 45 مليون نسمة في 2021، مع توقع أكثر

انتقادات لاذعة لأداء مصالح الضرائب لمعسكر

تراجع الإيرادات الجبائية إلى 13.41 بالمائة



أظهرت دراسة تفصيلية أعدتها مديرية الإدارة المحلية لمعسكر بمعية لجنة الاقتصاد والمالية للمجلس الشعبي الولائي، عن الميزانية الإضافية لمعسكر لسنة 2022 والحساب الإداري، انخفاضاً في الإيرادات الجبائية قدر بـ 13,41 بالمائة، ما يحتم تشخيص أسباب التراخي في أداء الإدارة الضريبية.

معسكر: أم الخير - س

قال والي معسكر عبد الخالق صيودة، خلال الدورة العادية للمجلس الشعبي الولائي التي خصصت للمصادقة على الحساب الإداري والميزانية الإضافية، إنه يلاحظ وجود تواطؤ كبير بين مصالح الضرائب وأرباب المال والأعمال المحليين، كان نتاجه في مرحلة سابقة المتابعة القضائية في حق إطارات مديرية الضرائب لمعسكر.

وأشار إلى أن هذا التواطؤ الذي يحرم ميزانية الولاية من مداخيل معتبرة، يستدعي له مصالحة بالردع وقوة القانون، لافتاً أنه من غير المعقول أن تبقى مداخيل قواعد تجارية واقتصادية مهمة بعدد من البلديات على غرار تيفنيف، فروحة والمحمدية بدون تحصيل، في وقت تتجه الدولة إلى إنعاش الاقتصاد الوطني بمختلف السبل المتاحة.

كما توعد المسؤول التنفيذي بإجراء عملية تطهير واسعة للسكنات الوظيفية المشغولة من طرف غير مستحقيها، والتي تدين السلطات العمومية بتحصيل مبلغ 120 مليون دينار كمستحقات لتأجيرها، وهو مبلغ خارج التحصيل بسبب تخلف عدد من الإطارات بسلك الصحة والقضاء عن تسديد مستحقات إيجار السكنات الوظيفية.

وسجلت مصالح الإدارة المحلية مبلغ 296 مليون دج مجموع إيرادات الميزانية الإضافية لسنة 2022، 93 بالمائة منها وجهت لقسم التجهيز دعماً للتنمية في المناطق النائية، في حين حقق الحساب الإداري للسنة الماضية مؤشرات مالية

والبقوليات الجافة، 600 ألف قنطار كأخر حصيلة مسجلة نهاية الأسبوع الماضي، حسب ما علم من المصالح الفلاحية لمعسكر.

وأرجع مدير المصالح الفلاحية لمعسكر، أمين لجبيري، النتيجة الإيجابية المحققة على صعيد عملية جمع المحاصيل الإستراتيجية، إلى التحفيزات التي قدمتها الدولة للفلاحين من حيث شراء محاصيل الحبوب، والتي استجاب لها الفلاحون بقوة، بامتثاء بعض التجاوزات التي سجلت محلياً من محاولات فاشلة للمضاربين بالحبوب تحويلها إلى غير وجهتها، وهي على العموم محاولات تصدت لها مصالح الأمن وحولتها للنظر أمام الجهات القضائية، على غرار قرار غلق مطحنة ببلدية السهيلية تورط صاحبها في تحويل كميات معتبرة من القمح اللين المستورد والمدعم كأعلاف للحيوانات.

وتواصل بمعسكر عملية جمع المحاصيل الإستراتيجية، في ظروف محكمة التنظيم رغم ما يبديه المنتجون من قلق حيال استلام مستحقاتهم المالية، والتي يرجع تأخرها إلى الإجراءات الإدارية الحساسة التي تعرفها عملية إيداع المحاصيل.

إيجابية يظهر أثرها من خلال الفائض المالي المقدر بـ 475 مليون دينار مقارنة مع الإيرادات والنفقات في شكل الاعتمادات المالية المرصودة للولاية.

نحو إدماج 1247 متعاقد

أعلنت مديرية الإدارة المحلية لمعسكر، خايددي خيرة، عن بشري سارة لفائدة عمال الشبكة الاجتماعية، المصطلح على تعريفهم بعمال عقود صندوق الضمان والتضامن للجماعات المحلية.

أوضحت خايددي أن مصالحها تنتظر تلمذة خاصة بكيفيات إدماج هذه الفئة في مناصب عمل قارة، بعد قرار السلطات القاضي بالعمل على تسوية وضعية هذه الفئة الهشة من العمال، الذين يشتغلون غالباً كأعوان حراسة بالمدراس الابتدائية بأجور زهيدة لا تزيد عن 5 آلاف دينار، ووفق عقود تجدد كل 6 أشهر.

ويبلغ عدد العمال المعنيين بهذا الإجراء بولاية معسكر، 1247 عامل، أغلبهم أرباب أسر يعيشون تحت خط الفقر، وتزيد مدة عملهم بهذه العقود عن 10 سنوات.

تحصيل 600 ألف قنطار من الحبوب

بلغت كمية المحاصيل المجمعة بمخازن الحبوب التابعة لديوان الحبوب

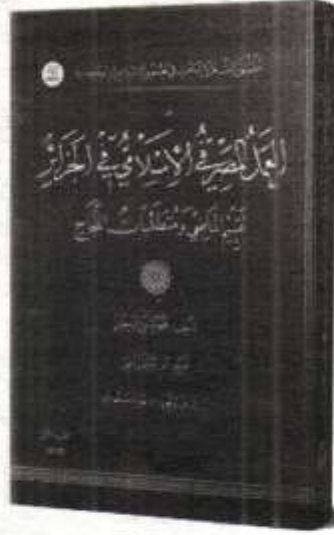
أصدره مركز العلوم الإسلامية والحضارة بالأغواط

الصيرفة الإسلامية الجزائرية في كتاب جديد

بأحكام الشريعة الإسلامية، إذ لا وجود لمثل هذا الوعاء ضامن قانوني على مستوى البنك المركزي، والذي يؤطره ويحميه من مجموعة المخاطر المصرفية الممكن حدوثها في السوق المصرفية.

لكن الجزائر، يضيف المصدر، أمام فرصة قوية ومتاحة لأن تصبح نموذجا مميّزا في المصرفية الإسلامية محلياً وإقليمياً، إذا ما استغلت الطاقة الاستيعابية للسوق النقدية الواعدة كأحد أهم مصادر تعبئة الموارد المالية، ومن ثم تمويل احتياجاتها، فتفكير الحكومة في تبني الصيرفة الإسلامية، (خاصة بعد الأزمة النفطية مؤخراً) يعدّ خطوة هامة، بإصدار تنظيمين (التنظيم رقم 18-02 المؤرخ في 26 صفر عام 1440 الموافق لـ 04 نوفمبر 2018، المتضمن قواعد ممارسة العمليات المصرفية المتعلقة بالصيرفة التشاركية من طرف المصارف والمؤسسات المالية)، الذي تمّ إلغاؤه وإصدار (التنظيم رقم 20-02 المؤرخ في 20 رجب عام 1441 الموافق لـ 15 مارس 2020، الذي يحدّد العمليات البنكية المتعلقة بالصيرفة الإسلامية وقواعد ممارستها من طرف البنوك والمؤسسات المالية)، أي أنّ هذا التنظيم يخص الصيرفة الإسلامية في الجزائر بشكل عام، كبنوك وكشبابيك، وحتى وإن كان هذا التنظيم في بدايات تطبيقه، إلا أنه يبقى عزوف فئة كبيرة من فئات المجتمع الجزائري في التعامل مع هذه الشبابيك الإسلامية لاعتمادات عقائدية ودينية (كشبهة اختلاط الأموال الربوية بها).

ومن هذا المنطلق، يطرح الكتاب الأسئلة الإشكالية: ما هو واقع العمل المصرفي الإسلامي في الجزائر؟ وكيف يمكن تقييم أدائه كبنوك وكشبابيك إسلامية داخل البنوك التقليدية؟ وما هي متطلبات نجاحه على ضوء الاستفادة من أخطاء الماضي؟



يواصل مركز البحث في العلوم الإسلامية والحضارة بالأغواط إصداراته العلمية، والتي من بينها الكتاب الجماعي الدولي «العمل المصرفي الإسلامي في الجزائر: تقييم الماضي ومتطلبات النجاح»، ويحاول هذا الكتاب، الذي ألفته نخبة من الباحثين، الإجابة عن تساؤلات حول واقع العمل المصرفي الإسلامي في الجزائر، والكيفية التي يمكن بها تقييم أدائه كبنوك وكشبابيك إسلامية داخل البنوك التقليدية، وكذا متطلبات نجاحه على ضوء الاستفادة من أخطاء الماضي.

إسامة - |

تحت عنوان «العمل المصرفي الإسلامي في الجزائر: تقييم الماضي ومتطلبات النجاح»، يقترح علينا مركز البحث في العلوم الإسلامية والحضارة بالأغواط مؤلفا جماعيا دوليا جديدا من إصداره، بإشراف وتحرير د - خيرة مسعودي، وتأليف نخبة من الباحثين، أما الخط فهو للدكتور محمد بن عزوزي، وتصميم الغلاف لطارق مجلد.

وينطلق الكتاب، وعدد صفحاته 553، من كون الجزائر عرفت العمل المصرفي الإسلامي مبكرا، أين تعود أول فكرة لإنشاء أول بنك إسلامي سنة 1929 بمبادرة من الشيخ أبو اليقظان، من جمعية العلماء المسلمين الجزائريين، حيث دعا الشيخ الأعيان ورجال الأعمال في المدن الجزائرية الكبرى إلى بلورة فكرة بنك وفق قواعد الفقه الإسلامي، وقد لقيت دعوته ترحاباً من قبل كبار رجال الأعمال القاطنين بمدينة الجزائر، فقدّموا ملفاً كاملاً لإنشاء مصرف باسم «البنك الإسلامي الجزائري». ويعد أن تمّ إعداد

قانونه الأساسي وجمع رأسماله الاسمي من قبل رجال أعمال المسلمين بمدينة الجزائر، وتمّ حتى تعيين مدير له، تصدّت سلطات الاحتلال الفرنسية لهذا المشروع وأوقفته بالكامل.


ومنذ ذلك الحين، يقول ذات المصدر، والمطالب تتزايد بضرورة توسيع نشاط المصارف الإسلامية في الجزائر؛ للاستفادة قدر الإمكان من خدماتها في عمليات الادخار والقروض وتمويل المشاريع، إلى أن تحقق الأمر بترخيص لأول مصرف إسلامي بالجزائر، (مصرف البركة 20 ماي 1991، ثم تلاه مصرف السلام 2008)، اللذين يعملان حالياً في الجزائر، لكن لا يوجد قانون واضح وخاص ينظم عمل ونشاط النظام المصرفي الإسلامي، جنبا إلى جنب النظام المصرفي التقليدي، خاصة بعد الإصلاحات المالية والمصرفية لسنة 1990، فالمصارف الإسلامية في الجزائر كانت تعاني من غياب تقنين خاص بالمصارف التي تتعامل




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger